

Believe à Marhaban : «Je me sens à ma place»

Nouvelle lettre de nouvelles de Believe : venue du Togo, elle effectue une nouvelle mission au sein de l'Association diaconale protestante Marhaban, à Marseille. Une association qu'elle connaît bien à présent, pour y avoir déjà été en mission en tant que service civique. Cette année, Believe bénéficie du statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale).



Believe, en mission à Marseille au sein de l'association Marhaban : atelier de cuisine © Believe pour Défap

[Téléchargez cette lettre de nouvelles en pdf](#)

<p><i>VOLONTAIRE</i></p> <p>•</p> <p><i>Believe, Togolaise, 26 ans</i></p> <p>•</p> <p><i>Soutenir l'éducation à la citoyenneté responsable et à la solidarité en quartier prioritaire</i></p>	<p><i>MISSION</i></p> <p>•</p> <p><i>Association diaconale Marhaban</i></p> <p>•</p> <p><i>Mon service s'adresse aux adultes, jeunes et parfois aux enfants</i></p>
--	---

Quelle joie de me retrouver de nouveau en famille à Marseille où je me plais comme si c'était chez moi ! C'est avec ces mots de douceur que je vous annonce cette deuxième vague de mon volontariat à Marhaban. Avec de nouvelles priorités et défis, je peux vous dire que c'était une belle décision que je ne regrette pas car je me sens à ma place ici et je suis utile dans tout ce que je fais. Comme d'habitude, l'accueil chaleureux était au rendez-vous sans faute et encore meilleur cette fois-ci puisque je retrouve des visages déjà connus. Tout de suite, je suis imbibée de la chaleur de cette ville dont je suis tombée amoureuse.

En tant que coordinatrice du projet d'aide alimentaire nommé Vivres Solidaires, destiné aux personnes dans le besoin, j'ai l'honneur d'aider à préparer les colis pour distribution et d'animer des ateliers de cuisine. Nous avons remarqué que beaucoup de nos bénévoles et bénéficiaires ne connaissent pas forcément les légumes que nous distribuons en plus des produits secs. Ces ateliers deviennent donc des moments de partage et de découverte des plats de chacun, permettant à tous de se surpasser et d'essayer de nouveaux aliments. Nos matinées de petit déjeuner autour de l'épicerie sont superbes ; nous y apprenons beaucoup et des discussions ouvertes et intéressantes ont lieu autour de ce projet autogéré par les femmes bénéficiaires elles-mêmes, avec notre accompagnement.



Believe, en mission à Marseille au sein de l'association Marhaban : soutien scolaire © Believe pour Défap

Cette année, ma mission s'est élargie aux familles, et plus

précisément aux enfants. Je fais maintenant du soutien scolaire, j'anime des jeux de société et j'organise des sorties occasionnelles. Ces nouvelles responsabilités me permettent de mieux connaître notre public et d'assimiler énormément d'informations. Cet amour chrétien que nous possédons témoigne de sa grandeur dans toutes nos activités et c'est pourquoi je suis si passionnée par mon travail.

Nous développons également notre vestiaire à travers des tris réguliers pour que le public puisse bénéficier des vêtements de saison et des articles de première nécessité en urgence. La médiation parmi les bénévoles de différentes nationalités, principalement d'Afrique, dans toutes ces activités n'est pas une tâche facile, mais elle me plaît beaucoup. Pouvoir être en charge de cela est un défi enrichissant. Maintenant, mon objectif futur est de rendre visible à l'extérieur notre association, qui fait tant de choses formidables mais qui reste souvent méconnue en dehors de notre cercle interne.

Je suis impatiente de poursuivre cette mission et de partager avec vous les progrès réalisés. Merci pour votre soutien continu.

Avec tout mon dévouement,

Believe



Believe, en mission à Marseille au sein de l'association Marhaban : en accompagnement des familles aux sorties © Believe pour Défap

Christ pour tous

Simon Pierre et Corneille, deux individus qui ne devraient pas se connaître... Méditation par le pasteur Lévi Ngangura Manyanya, théologien et Président provincial de l'Église du Christ au Congo/Province du

Sud-Kivu (République Démocratique du Congo).



*Saint Pierre et Corneille le Centurion – Bernardo Cavallino –
Galleria Nazionale d'Arte Antica © Wikimedia Commons*

« Pierre prit alors la parole et dit : « Maintenant, je comprends vraiment que Dieu n'avantage personne : tout être humain, quelle que soit sa nationalité, qui le respecte et fait ce qui est juste, lui est agréable. Il a envoyé son message au peuple d'Israël, la bonne nouvelle de la paix par Jésus-Christ, qui est le Seigneur de tous les hommes. »

Actes 10, 34-36



L'arrivée et le discours de Pierre chez Corneille auront une influence décisive sur le déroulement et l'orientation de l'histoire de l'Église primitive.

En effet, Simon Pierre et Corneille, sont deux individus qui ne devraient pas se connaître à cause de différentes barrières ou de divers murs de séparation construits par leurs sociétés. Ils ne vivent pas dans la même ville : Corneille habite la ville maritime de Césarée, alors que Simon Pierre est originaire de Besthsaïda et habite avec sa famille à Capernaüm. Sur le registre religieux, ethnique et socio-politique, Simon Pierre est un juif qui ne devrait pas manger avec les païens. Corneille est un romain, un païen que les Juifs traitent d'idolâtre et avec lequel ils doivent se séparer absolument.

□ *Une nouvelle expérience de foi*

Corneille et Simon Pierre n'avaient pas à l'origine d'intérêts communs à avoir une relation proche. Leur première rencontre devait être régie par une certaine méfiance de l'inconnu. Et pourtant, l'épisode d'Actes 10 ne présente pas la rencontre de Corneille et de Pierre comme des personnages séparés par un mur infranchissable. Corneille jouit d'une bonne réputation et est présenté avec quatre mots significatifs : pieux, craignant Dieu, généreux d'aumônes et assidu à la prière. Il satisfait les plus hautes exigences de la piété juive. Il pourrait même paraître comme un modèle pour le peuple élu et ceux qui pensent qu'en dehors d'Israël il n'y a qu'impiété et immoralité chez les Non-Juifs.

Comme Simon Pierre, Corneille est aussi en relation avec le Dieu d'Israël qui lui envoie un ange. Sa vision, comme celle de Simon Pierre comprend deux éléments importants, une déclaration divine et un ordre divin à exécuter.

Dans la suite de l'épisode, la rencontre de Simon Pierre avec Corneille le mène à une nouvelle expérience de foi. Simon Pierre découvre par Corneille une idée claire de l'impartialité de Dieu, chose qu'il n'avait pas pu comprendre ni avec Jésus en tant que disciple, ni par la révélation de la Pentecôte. C'est aussi chez Corneille que Simon Pierre voit le Saint-Esprit descendre sur les Païens.

□ *Apprendre à offrir ce qui peut épanouir l'autre et à accueillir ce qui vient de l'autre*

L'épisode d'Actes 10 indique donc la réalisation de la même promesse pour les Juifs et les non-Juifs, en faisant du Ressuscité, grâce à l'œuvre du Saint-Esprit, le Seigneur de tous.

La rencontre de Césarée peut reconforter tous ceux qui sont ou qui acceptent d'aller en mission. Ils ne partent jamais seuls ; Dieu les précède et est avec eux par différentes manifestations du Saint-Esprit. Cette rencontre peut également nous aider à nous interroger sur l'impératif d'annoncer la Bonne nouvelle aux autres peuples. Comment parler du Christ et de l'amour du Dieu impartial aujourd'hui puisque « les autres à évangéliser » ne sont pas devant Dieu « ceux-là que nous pensons, dans les murs de séparation » construits par les sociétés humaines ? Dans la mission d'évangélisation il y a aussi des partages et des enrichissements à découvrir. Ce sont des expériences communes de mission où nous sommes tous à l'école pour apprendre à offrir ce qui peut épanouir l'autre et à accueillir ce qui vient de l'autre, dans la réciprocité et dans le mystère d'une communion fraternelle en Christ.



Prière

Seigneur, tu as entendu les cris de ton peuple qui souffre. Ouvre nos yeux pour voir la profondeur de ton amour pour nous et la merveille de ce que tu accomplis pour nous. Donne-nous le courage d'être tes mains et ton cœur pour les personnes qui souffrent. Donne-nous la sagesse et la force de nous engager pour la justice et la droiture. Que ta volonté soit faite en nous aujourd'hui et toujours.

*Extrait de la prière pour
la journée mondiale des femmes 2021*

La Lettre du Défap : dix ans déjà

Mai 2014 – juin 2024 : depuis dix ans, la Lettre du Défap vient apporter à chaque paroisse des nouvelles des envoyés, des projets, et plus largement des relations entretenues par-delà les frontières avec des Églises-sœurs présentes sur plusieurs continents. Créée à l'origine pour remplacer le magazine *Mission*, cette Lettre est aujourd'hui intégrée dans tout un écosystème d'outils de communication : site internet, réseaux sociaux, chaîne de podcasts, émissions radio... Le point sur ces évolutions avec ce numéro 38, déjà disponible au téléchargement, et très bientôt dans votre paroisse.

trimestriel

La lettre du Défap

www.defap.fr

Service protestant
de mission

Édito

Dix ans déjà...



La communication du Défap passe par 10 canaux différents, à l'image du monde d'aujourd'hui. Voir pages 4 et 5.

Le pasteur B. Vergniol, secrétaire général du Défap (2014-2017) écrivait dans son édito en 2014 : « *La Lettre du Défap que vous avez entre les mains est un tout premier numéro. [...] Elle a pour ambition d'être complémentaire de notre site internet, www.defap.fr, tout en reprenant quelques-uns de ses thèmes majeurs afin de satisfaire à la fois les internautes et ceux qui ne le sont pas. Nous avons conçu pour vous un bulletin essentiellement axé sur les actions que nous menons en France et à l'étranger, au nom des Églises protestantes de France.* »

Depuis lors, l'espace de notre communication s'est élargi et ce numéro 38 de *La lettre du Défap* en fait ici un éventail : Facebook, YouTube, LinkedIn, Instagram, X (ex. Twitter), newsletter, une chaîne de podcasts... Tout cela indique une volonté d'adaptation en vue de toucher le plus grand nombre quel que soit l'âge et d'informer de la tâche que le Défap accomplit pour

La Lettre du Défap, numéro 38 © Défap

[Téléchargez la Lettre du Défap](#)

Le pasteur B. Vergniol, secrétaire général du Défap (2014-2017) écrivait dans son édito en 2014 : « *La Lettre du Défap que vous avez entre les mains est un tout premier numéro. [...] Elle a pour ambition d'être complémentaire de notre site internet, www.defap.fr, tout en reprenant quelques-uns de ses thèmes majeurs afin de satisfaire à la fois les internautes et ceux qui ne le sont pas. Nous avons conçu pour vous un bulletin essentiellement axé sur les actions que nous menons en France et à l'étranger, au nom des Églises protestantes de France.* »

Depuis lors, l'espace de notre communication s'est élargi et ce numéro 38 de La lettre du Défap en fait ici un éventail : Facebook, YouTube, LinkedIn, Instagram, X (ex. Twitter), newsletter, une chaîne de podcasts... Tout cela indique une volonté d'adaptation en vue de toucher le plus grand nombre quel que soit l'âge et d'informer de la tâche que le Défap accomplit pour le compte de ses Églises membres ; une tâche dans laquelle Dieu s'incarne en « relation » et en « solidarité inter-ecclésiale transfrontalière ».

Aujourd'hui encore comme il y a dix ans, vous y trouverez l'essentiel des nouvelles des pays dans lesquels le Défap est engagé. Elle montre comment il continue et revisite sans cesse une fraternité qui dure depuis plus d'un demi-siècle. Elle révèle dans ses lignes comment le Défap permet la rencontre, facilite la relation et invite à la réflexion sur la place et la responsabilité sociales et ecclésiales des Églises membres et des partenaires ; une plate-forme de réflexion et d'action au nom de l'évangile du Christ. L'action (Défap) et la communion (Cevaa) y sont déployées comme une épître adressée aux paroissien.nes.

Le Défap vous prie de l'accueillir comme une reconnaissance de vos soutiens tant spirituels que matériels.

*Pasteur Basile ZOUMA
secrétaire général du Défap*

**S'engager, c'est bien ; sans
se tromper, c'est mieux**

À l'occasion de la présentation de la prochaine session de formation au départ des envoyés du Défap, retour sur une campagne tout juste lancée par France Volontaires, la plateforme de l'engagement international dont fait partie le Défap : elle cible le « volontourisme », pendant mercantile du volontariat international. Il se caractérise par des offres de « voyage solidaire » présentées par des organisations à but lucratif dans une logique purement commerciale, bien souvent au détriment de l'intérêt général et des populations. Pour lutter contre ces dérives, France Volontaires avait lancé un cycle d'ateliers dès fin 2020. La campagne de sensibilisation en cours a été mise en place avec l'organisation Friends-International.



De l'engagement solidaire, le « volontourisme » reprend généralement tous les codes. À ceci près qu'il est organisé par des entreprises, qui utilisent les méthodes commerciales du tourisme de masse sous couvert de l'image du volontariat international, afin de pouvoir faire du profit sur la misère et la détresse, mais aussi sur la bonne volonté de jeunes désireux de s'engager. Ces agences de voyage d'un genre particulier organisent leurs séjours, non pas en fonction des besoins des populations locales, mais plutôt de la loi de l'offre et de la demande. Les coûts des séjours de «volontourisme» sont généralement élevés, en moyenne 2000 euros / personne pour 2 semaines (vols non compris).

Alors que le rôle positif du volontariat international en faveur d'un monde plus solidaire a été souligné par le Secrétaire général des Nations unies, qui dans son rapport de synthèse de décembre 2014 notait que les volontaires constituent « un levier puissant et transversal de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable », le « volontourisme », au mieux, n'apporte rien aux populations locales, et au pire, déséquilibre l'économie locale, entretient la pauvreté voire crée des inégalités nouvelles, tout en empêchant une vraie rencontre entre les volontaires et les populations locales, et en perpétuant les stéréotypes chez les uns comme chez les autres.

Les bonnes questions à se poser

Les acteurs du volontariat se mobilisent contre ces pratiques.

En 2021, [une loi](#) a été adoptée pour encadrer les pratiques du volontourisme. Depuis, l'organisation Friends-International et France Volontaires travaillent pour alerter conjointement de ces effets néfastes sur toutes les parties prenantes, et font la promotion d'un volontariat respectueux dont l'impact sur les communautés locales se doit d'être bénéfique.

Afin de vivre une expérience de volontariat utile pour les communautés d'accueil comme pour soi, et qui ne porte pas préjudice à l'écosystème local, il faut bien préparer et se laisser le temps de mûrir son projet d'engagement. La recherche d'une mission de volontariat de qualité nécessite de se renseigner, se questionner, interroger, et bien souvent déconstruire des idées préconçues ou qu'on aurait fantasmées.

Pour vous y aider, voici une série de questions à vous poser (ou à poser) avant de vous engager :

- **Vos motivations** : Questionnez votre projet de volontariat à l'international, mûrissez-le : Pourquoi voulez-vous partir ? Pourquoi à l'étranger ? Quelles sont vos aspirations ?

- **Les partenaires du projet** : Quel est le statut de la structure qui propose une mission à l'étranger (entreprise, association...) ? Quels sont ses objectifs et ses valeurs ? Vous correspondent-ils ? La mission a-t-elle été construite en concertation avec la structure locale ? La mission se substitue-t-elle à un emploi local ? Fait-t-elle concurrence à une organisation locale ?
 - **L'accompagnement** : Une formation au départ est-elle prévue ? Un accompagnement durant la mission ? Et au retour ? Pouvez-vous être mis en contact avec des anciens volontaires/bénévoles ?
 - **Les impacts** : Quels sont les impacts (positifs, négatifs) de la mission en termes de contribution à l'intérêt général ? Et sur les communautés locales ? Ces impacts sont-ils mesurés ?
 - **Les responsabilités** : Quelle est la plus-value que vous pouvez apporter ? Quelles sont les compétences et qualifications nécessaires à la réalisation de la mission ? Pourriez-vous les exercer en France ?
 - **La prise en charge de la mission** : Les contributions financières demandées sont-elles raisonnables au regard du coût de la vie dans le pays ? Comment sont utilisées ces contributions et à qui sont-elles reversées ?
 - **La protection des personnes vulnérables** : La protection des personnes vulnérables (enfants, personnes en situation de précarité, malades...) est-elle prise en compte ? Des mesures de protection sont-elles mises en œuvre pour éviter toute forme d'abus ?
-

Dix jours pour se former au départ

En cette année 2024, la « session départ » du Défap est prévue du 1er au 11 juillet. Une période dense de formation pour les candidats au départ, avec des modules abordant aussi bien les questions de sécurité que d'interculturalité, la présentation des contextes dans lesquels s'effectueront les missions, les questions de santé... Mais aussi un moment privilégié d'échanges avec l'équipe du Défap, et entre futurs envoyés eux-mêmes, leur donnant l'opportunité d'interroger leurs motivations et de réfléchir à la manière dont ils se projettent dans leur future mission. Dix jours qui annoncent un changement radical, sachant qu'on revient toujours changé de l'expérience du volontariat...



Photo prise lors de la session 2023 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Les témoignages d'anciens envoyés du Défap regorgent de tranches de vie savoureuses, de remises en question et de découvertes. Découvertes sur des pays et des cultures où l'on s'immerge pour plusieurs mois ou plusieurs années, mais aussi découvertes sur soi-même. Et bien souvent, pour celles et ceux qui la vivent, l'expérience du volontariat international a un aspect décapant. Elle entraîne des prises de conscience, elle infléchit les choix de vie... « Je repartirai, c'est sûr. Et j'espère que vous partirez tous. Parce que ça change tout » : ces quelques mots d'Aurélie, ancienne envoyée du Défap au Cameroun, quelques mois après son retour, donnent une idée de l'impact que peut avoir l'expérience de l'engagement à l'étranger dans une vie. Elle y est retournée depuis lors, en mission courte, également avec le Défap. Samy, pour sa part,

était parti à Madagascar pour une mission d'enseignement en 2017. Aujourd'hui, il y est toujours, et s'est spécialisé dans la formation des enseignants... Sans aller jusqu'à de tels changements de vie, tous les volontaires partis en mission ont pu expérimenter cette réalité qui est devenue l'un des slogans du Défap : « les échanges, ça vous change »...

Et c'est aussi pour cette raison que la session de formation au départ, organisée tous les ans au début du mois de juillet, est un moment si important dans la vie du Défap. Important pour les futurs envoyés : on ne part pas dans une telle aventure à l'improviste. Important pour l'équipe du Défap : une bonne partie de ses membres est mobilisée pour ces dix jours, outre les intervenants extérieurs. Une telle formation au départ est d'abord une obligation légale ; mais celle que dispense le Défap est reconnue comme l'une des plus fournies et des plus solides. C'est aussi une période charnière : pour les candidats au départ, elle intervient au bout d'un parcours de plusieurs mois rythmé par les rencontres avec la Commission Échanges de Personnes, la CEP, chargée de les sélectionner. Ces dix jours de formation représentent, pour les futurs volontaires, l'occasion de rencontrer enfin toute l'équipe du Défap et d'apprendre à mieux la connaître ; de découvrir aussi un peu plus le Défap lui-même, en étant logés sur place tout au long de la formation au départ ; et enfin, de se découvrir les uns et les autres, avant de partir, à l'automne, pour leurs divers lieux de mission... Ainsi, au-delà des thématiques abordées lors des présentations ou des ateliers, il y a dans cette période de formation brève, mais dense, un aspect d'échange et de rencontres indispensable. C'est au cours de ces quelques jours que se font les ultimes arbitrages, et que les candidats ont une dernière fois l'occasion d'interroger leurs motivations au départ...

**Qui part ? Pour vivre quoi ? Dans quel contexte ?
Qui rentre ?**



*Ouverture de la session 2021 de la formation des envoyés du
Défap © Défap*

Pour cette année 2024, cette « session départ » a lieu du lundi 1er au jeudi 11 juillet. En tout, une quinzaine de participants – la majorité étant des participantes – dont un couple. Ils et elles se destinent à partir pour des pays aussi divers que l'Égypte, la Tunisie, Djibouti, le Burundi, le Sénégal, Madagascar, l'île Maurice, le Bangladesh, l'Indonésie, le Cambodge, ou encore le Brésil. Et pour des missions aussi variées que de l'accompagnement scolaire ou de l'enseignement du français langue étrangère (FLE), des projets de santé, d'architecture, de la gestion de projets agricoles... Parmi ces futurs envoyés, certains partent sur des postes ouverts au sein d'institutions directement partenaires du Défap, d'autres bénéficient du mécanisme dit « d'intermédiation » qui permet à des organismes envoyant leurs propres volontaires de le faire via le Défap.

Au menu de ces dix jours de formation : des thèmes d'ordre pratique, comme les aspects administratifs de l'envoi ou les questions de santé ; d'autres davantage consacrés à l'interculturel et à la rencontre de l'autre, au contexte de la mission (contexte culturel, géopolitique ou ecclésial), à

la prévention et à la gestion des crises et conflits... De manière générale, cette formation vise à répondre à quatre questions : qui part ? Pour vivre quoi ? Dans quel contexte ? Qui rentre ? Ce qui inscrit déjà la mission dans un temps plus long, et dans un contexte plus large. Si la question du « choc culturel » est largement abordée lors des « sessions départ », à travers plusieurs modules sur l'interculturel, il ne faut pas négliger pour autant le risque d'un « choc du retour » – un aspect qui est, pour sa part, plutôt abordé lors des « sessions retour » organisées chaque année en octobre avec les volontaires ayant achevé leur mission.

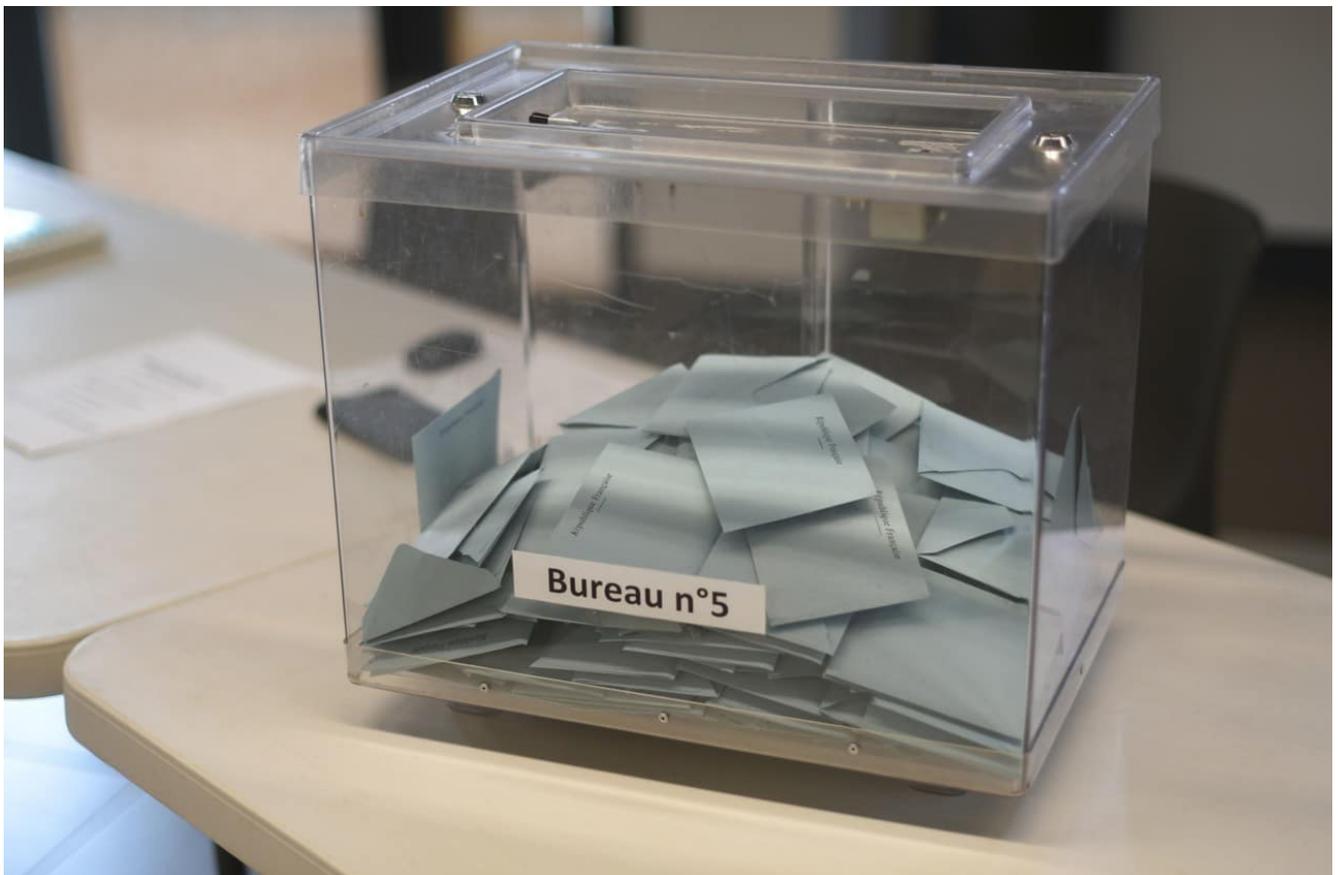
Et comme chaque année, cette session de formation des envoyés se clôturera par un culte d'envoi, célébré dans la chapelle du Défap, et ouvert à tous. Il aura lieu le jeudi en début d'après-midi, avec la participation des pasteurs Basile Zouma, Secrétaire général du Défap, et Jean-Pierre Anzala, Responsable du service Échange théologique.



Un aperçu d'une session de formation des envoyés du Défap © Défap

La FPF sur les législatives : «Rien ne se construit sur la détestation d'autrui»

« Sous l'influence des voix extrémistes, notre société subit une recomposition qui inquiète au plus haut point les défenseurs des valeurs de la République », s'inquiète la Fédération protestante de France dans un communiqué. « Paix, dignité et fraternité, qui constituent l'intérêt commun et individuel que notre foi nous pousse à rechercher, ne peuvent s'ériger sur la haine ou la détestation ».



À Paris, le 19 juin 2024

La dissolution de l'Assemblée nationale plonge notre pays dans une situation d'une gravité inédite. Lors des élections européennes, les Français ont exprimé leur souffrance, leur mal-être et leur colère, détournant le scrutin de son objectif initial. Depuis, sous l'influence des voix extrémistes **notre société subit une recomposition qui inquiète au plus haut point les défenseurs des valeurs de la République.**

Alors que les législatives devraient permettre un débat démocratique constructif, des délais trop courts et des promesses démagogiques irréalistes menacent de semer un profond désordre. Les trois principales formations politiques poussent les électeurs à voter par rejet plutôt que par adhésion, risquant au second tour de piéger les français dans un choix cornélien entre le racisme de l'extrême droite et l'antisémitisme de la gauche extrême. L'heure est grave. L'instabilité durable guette. **La haine et la détestation ne peuvent être la base d'une société juste et fraternelle.**

Ce désir d'une société plus juste et plus respectueuse est largement partagé. **Paix, dignité et fraternité, qui constituent l'intérêt commun et individuel que notre foi nous pousse à rechercher,** ne peuvent s'ériger sur la haine ou la détestation ; ni celle d'une personne, ni celle des institutions démocratiques, ni celle de groupes stigmatisés, qu'ils soient juifs, musulmans ou étrangers. Une société équitable et solidaire exige un esprit de concorde et le devoir de fraternité de chaque citoyen.

Dans la continuité de ses appels précédents, la Fédération protestante de France exhorte chaque citoyen à exercer son droit de vote avec conscience et responsabilité pour renforcer le tissu social et promouvoir la dignité humaine inaliénable.

Elle alerte sur l'impasse dangereuse que représentent pour notre pays, notre démocratie et notre société, les discours et

visions des partis extrêmes, qui heurtent profondément les femmes et les hommes de foi inspirés par l'Évangile.

Face à la menace des extrêmes, elle invite chacun à discerner, en son âme et conscience, des femmes et des hommes capables de s'extraire des logiques idéologiques et partisans, et de s'unir pour servir l'intérêt supérieur de la nation ; des femmes et des hommes capables de coopérer en confiance avec nos partenaires européens.

En cette heure de gravité, elle appelle les communautés chrétiennes à porter dans leur prière le bien commun que représente la République ainsi que l'esprit de fraternité et concorde de ses citoyens.

Plus que jamais, « Prenons soin les uns des autres » (Hébreux 10,24)

*Pasteur Christian Krieger,
Président de la Fédération protestante de France*

Justice climatique : «Courrier de mission» fait le point sur l'action du Défap

En ce mois de juin dans « Courrier de mission », Guylène Dubois a reçu François Fouchier, membre du Conseil du Défap, pour parler de sauvegarde de la création, de justice climatique... et du dernier projet de « compensation carbone » du Défap. Un projet que le

Défap a décidé d'élargir aux particuliers ou aux Églises qui voudraient, en le soutenant, avoir l'opportunité de réduire leur propre empreinte écologique.



© Secaar

Quoi de commun entre des foyers destinés à limiter la consommation de bois de chauffe, une ferme-école, une pompe solaire et des biodigesteurs ? Réponse : tous font partie de projets soutenus par le Défap dans le cadre de sa démarche de « compensation carbone ». Une démarche initiée à la suite d'une décision de son Conseil de 2022, et dont les traductions concrètes se multiplient... Le dernier de ces projets en date, visant à équiper un village du Bénin d'une infrastructure destinée à transformer les déchets agricoles en gaz à usage domestique, a d'ailleurs été ouverte par le Défap à la fois à des particuliers et à d'autres institutions liées aux Églises : chacun peut ainsi, en soutenant ce projet par un don, contribuer à réduire sa propre empreinte carbone...

[Donnez pour ce projet !](#)

Cette démarche, et ces projets, ont été exposés en ce mois de juin dans « Courrier de mission », l'émission du Défap diffusée sur Fréquence protestante et Radio FM+. Avec comme invité, au micro de Guylène Dubois, une personnalité engagée de longue date en faveur de la sauvegarde de la création, à la fois au sein de son Église, l'EPUDF, et au sein du Défap : il s'agissait de François Fouchier. Délégué Provence Alpes Côte d'Azur du Conservatoire du littoral, il est aussi membre du Conseil du Défap, et le représente depuis des années auprès du Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale).

Comment le Défap agit pour la justice climatique

Courrier de Mission

Émission du 16 juin 2024 sur Fréquence Protestante

On pourrait se demander en quoi théologie rime avec écologie. Et pourquoi il est nécessaire que les Églises s'engagent dans ce domaine. C'est précisément ce qui caractérise l'action du Secaar, réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, qui cherche depuis sa création à promouvoir un développement « holistique », c'est-à-dire réconciliant toutes les dimensions de l'être humain : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). « L'homme ne vivra pas de pain seulement » : l'être humain est un tout..

Le Secaar, c'est une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Voilà pourquoi le Défap a choisi de s'appuyer sur son expertise pour mettre en place un programme ambitieux de réduction de son empreinte écologique, en deux volets : réduction des émissions de gaz à effet de serre, et compensation des émissions résiduelles par le soutien à des projets portés par le Secaar.

Des projets bons pour l'environnement et pour les populations locales

Ce partenariat répond à la volonté de protéger l'environnement, tout en améliorant les conditions de vie des populations sur place : pas question de donner dans le « greenwashing », et d'aller, par exemple, planter des arbres au détriment des cultures vivrières de paysans locaux ! Cette préoccupation se retrouve dans tous les projets déjà soutenus par le Défap dans le cadre de sa démarche de réduction de son empreinte écologique. C'était le cas des « foyers améliorés » dont ont été équipés des villageois de la région de la Kara, au Togo : plus économes en bois, ils permettaient en même temps de protéger la santé des cuisinières. C'est le cas de la pompe solaire que le Défap aide à installer dans une ferme-école du Secaar : elle permettra de fournir des ressources en eau pour les périodes de sécheresse en utilisant une énergie propre – et permettra ainsi à l'établissement de continuer à diffuser les bonnes pratiques agricoles auprès de ses élèves.

C'est le cas, enfin, du projet de biodigesteurs pour Agbonan, au Bénin. Avec cet aspect supplémentaire, pour ce dernier projet, qu'à travers lui, le Défap va au-delà de la seule compensation carbone : car les émissions de CO₂ que ce projet doit éviter seront supérieures aux émissions du Défap... Voilà pourquoi ce projet est désormais ouvert aux particuliers ou Églises qui souhaitent le soutenir.

Toutes les explications sont ici :

*Des biodigesteurs pour Agbonan : présentation par Maëlle NKOT,
notre Chargée de projets*

Par votre don, vous contribuerez à plus de justice climatique, en soutenant un projet bon pour l'environnement et bon pour les villageois :

- avec 50 € : Vous participerez à la sensibilisation de 4 ménages à la gestion et au tri des déchets.
- avec 100 € : Vous participerez à la formation de 10 personnes à l'utilisation d'un biodigesteur.
- avec 150 € : Vous participerez à l'achat de 5 brouettes pour le transport des déchets.
- avec 800 € : Vous participerez à l'équipement de 75 ménages pour le tri des déchets.
- avec 1200 € : Vous participerez à l'achat et la construction d'un biodigesteur.

L'EPUdF et l'UEPAL contre le piège des extrêmes

Face à la montée de l'extrême droite qui s'est manifestée lors des élections européennes, et dans la perspective des législatives à venir, l'Église protestante unie de France et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, toutes deux membres du Défap, appellent à la responsabilité.



© *Element5 Digital / Unsplash*

Communiqué de l'Église protestante unie de France (EPUdF)

Paris, le 13 juin 2024

Face à l'extrême droite, une Église accablée, déterminée et engagée

Les résultats français des élections au Parlement européen nous accablent. Depuis dimanche soir, nous sommes sous le choc d'un parti politique d'extrême droite, porté en première place par notre pays.

L'Église protestante unie de France ne peut pas se taire. Vivre sa foi dans le monde engage notre responsabilité à travailler ensemble et individuellement pour le bien commun. Se tenir à l'écoute de l'Évangile a nécessairement des conséquences politiques qui s'opposent au programme du Rassemblement national.

Avec toutes celles et ceux qui, dans l'Église et hors de l'Église, dans les associations, les entreprises et toute la société, œuvrent pour la solidarité et la paix, pour le partage et le dialogue, pour l'hospitalité et l'écoute, nous appelons chacune et chacun à exercer son droit de vote en participant aux prochaines élections législatives. Se rendre aux urnes est une prise de parole nécessaire au bien commun.

Pendant des décennies, nos synodes successifs[1] ont affirmé que l'Évangile nous appelle à dépasser nos peurs, à résister au piège de la violence et à la tentation du rejet. Dans la fidélité à l'Évangile du Christ crucifié et ressuscité, nous redisons que chaque personne humaine est reconnue digne. Nous refusons de laisser l'Évangile servir d'argument pour exclure les uns et réduire au silence les autres.

Alors que les discours violents et méprisants occupent une large place de l'espace médiatique et empoisonnent les esprits, nous vous encourageons à entrer en discussion avec parents, voisins, collègues, amis. Nous vous encourageons à vous joindre à toutes les forces de dialogue, de justice et de paix pour débattre et construire ensemble une alternative aux

idéologies d'extrême droite.

C'est de reconnaissance que l'être humain a besoin, d'estime et d'attention, et non de mépris, de rejet et d'humiliation.

Nous n'ignorons rien des situations de vie précaires, des injustices économiques et des violences sociales : faire le malheur des uns ne fera pas le bonheur des autres. La liberté, l'égalité et la fraternité sont les seuls chemins à emprunter ensemble pour une société juste. La division et l'exclusion nous mèneraient dans de dangereuses impasses.

Devant la complexité des enjeux nationaux et internationaux, nous refusons les messages rapides, lisses et simplistes. Bien loin de répondre aux défis de notre temps, ils sont inopérants car mensongers.

Toujours nous confessons que Dieu aime le monde. Cet amour nous conduit à résister à tout ce qui défigure l'être humain. Nous résisterons donc aux sirènes de la violence et de l'inhumanité véhiculées par l'extrême droite et le Rassemblement national. Nous résisterons aujourd'hui et demain, pour la vie, pour la joie, par l'espérance. En Christ est notre assurance. Nous croyons que « c'est dans le calme et la confiance que sera votre force » (Esaïe 30,15).

Pasteure Emmanuelle SEYBOLDT

*Présidente du Conseil national de l'Église protestante unie de
France*

**Communiqué de l'Union des Églises protestantes
d'Alsace et de Lorraine (UEPAL)**

Déclaration du 13 juin 2024

Donnons la priorité à nos valeurs

En France, les élections européennes ont davantage porté sur la politique nationale que sur l'orientation des politiques de l'Union. Les résultats du scrutin ont conduit le Président de la République à appeler à des élections législatives dans un délai extrêmement court. Notre pays vit une échéance électorale majeure dans une ambiance de précipitation.

Nous invitons nos concitoyennes et concitoyens à la lucidité et à la responsabilité. Toujours imparfaite, la démocratie est une chance. Ne manquons pas l'occasion de débattre et de réfléchir. Qu'avons-nous en commun de plus précieux ? Comment redonner un élan à la vie démocratique, favoriser le développement durable, assurer à toutes et à tous un niveau de vie décent, réguler la vie sociale, protéger les citoyens, garantir la paix, faire régner la justice et mettre en place plus de solidarité ?

Les propositions extrémistes sont un piège. L'avenir se décide maintenant. Les élus ont un rôle essentiel à jouer. Il s'agit de poursuivre des projets à long terme et non de choisir des solutions démagogiques. Les Françaises et les Français aspirent à un monde plus juste, plus sûr et qui retrouve la paix. Grâce au projet européen, nous sommes passés d'une logique de l'intérêt particulier à celle de l'intérêt commun. Le repli sur soi et la fermeture ne sont pas des solutions réalistes.

En tant que protestants, nous sommes attachés à la démocratie représentative, à la place des corps intermédiaires et au respect de tous les acteurs de la société. Nos futurs gouvernants doivent impérativement être en mesure de coopérer en confiance avec nos partenaires européens. À qui confierons-nous les clés de la maison commune pour garantir une paix civile permettant aux croyants et non croyants, partisans de telle ou telle idéologie, de vivre côte à côte ? Notre foi chrétienne nous commande d'aimer notre prochain et de tendre

la main à toute personne en difficulté, quelles que soient ses convictions ou ses origines. Nous invitons les citoyennes et les citoyens à voter pour orienter notre pays non vers l'affrontement permanent, mais vers le dialogue et la fraternité, au service du bien commun.

« Cela importe d'autant plus que vous savez en quel temps nous sommes :

c'est l'heure de vous réveiller enfin du sommeil ! » Romains 13, 11

Le Conseil de l'Union

Annoncer l'évangile de la paix et de l'espérance pour la réconciliation des mémoires

Face à la situation politique inédite que connaît notre pays, le président du Défap, dans un communiqué, « dénonce toute politique qui discrimine » et défend les échanges qui « favorisent la compréhension mutuelle ».



Vue de l'AG 2023 du Défap © Défap

La France traverse depuis quelque temps une période singulière, renforcée par le résultat des élections européennes et la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Les débats politiques conduisent aujourd'hui à attiser les oppositions entre personnes, groupes sociaux ou communautés. Des propos tendent à désigner des boucs émissaires, en stigmatisant leur origine ou leur appartenance confessionnelle.

La violence de la parole publique ou des réseaux sociaux inquiète nombre de personnes de toute origine et de toute sensibilité.

Fort de son expérience dans l'interculturalité à travers les envois et l'accueil de volontaires pour le service civique international, l'envoi de VSI (Volontaires de Solidarité

Internationale), l'accueil de théologiens doctorants, l'octroi de bourses d'études à des jeunes femmes du Sud Kivu pour entamer des études de théologie, les échanges entre enseignants de théologie, le Défap affirme que la rencontre est créatrice de richesses et favorise la compréhension mutuelle. C'est pourquoi il dénonce toute politique discriminatoire. Si on peut entendre et comprendre l'exaspération d'une partie de la population française confrontée à de grandes difficultés dans sa vie quotidienne, le Service Protestant de Mission-Défap s'oppose à toute solution politique basée sur le rejet des personnes en raison de leur origine et qui ne sont pas la cause de notre crise économique, sociale et institutionnelle.

« Créatures de la Parole », les Églises se reçoivent d'un appel qui vient de plus loin qu'elles et se révèle capable de rassembler les enfants de Dieu. Dans le sillage de cette conviction du Groupe des Dombes, à travers le Défap, dans le bruit du monde, l'évangile de la paix et de l'espérance est apporté et contribue à la réconciliation des mémoires.

*Joël Dautheville
Président du Conseil du Défap*

Unepref, Refondation et place des femmes au menu du Conseil du Défap

Le Conseil du Défap des 7 et 8 juin 2024 s'est penché sur les manières de faire avancer le processus de

Refondation, en prenant en compte les situations respectives de ses diverses Églises membres. L'une d'elles, l'Unepref, a choisi de réduire ses relations internationales. Le Conseil a aussi passé en revue ses actions avec ses Églises partenaires, sous l'angle de la place reconnue aux femmes.



Vue du Conseil du Défap réuni dans la chapelle du 102 boulevard Arago © Défap

Au cours de son synode des 1er et 2 juin, l'Unepref (Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France) avait mis au vote la question de ses relations avec divers organismes et communautés d'Églises. Le dossier pré-synodal comportait ainsi une large part consacrée à un audit de ses relations à l'international, et de ses liens avec le Défap, la Cevaa (Communauté d'Églises en mission), la CEPF (Communauté des Églises protestantes francophones, anciennement Ceeefe), la CMER (Communion mondiale d'Églises réformées) et la CEPPLÉ (Conférence des Églises protestantes des pays latins d'Europe). Les délégués, appelés à se prononcer par un vote sur chacune de ces institutions, ont choisi de réduire significativement les relations internationales entretenues par l'Unepref, qui restera membre seulement de la CEPF et de la Cevaa. Le synode s'est toutefois

profondément divisé, notamment lors du vote sur les relations avec le Défap : la décision a été prise sans majorité absolue et à une voix près (24 pour la sortie du Défap, 23 pour la poursuite des relations, 7 abstentions).

Dans une lettre envoyée à l'issue de ce synode pour expliquer ces décisions, Clémence Bury, présidente de la Commission permanente de l'Unepref, a évoqué plusieurs motifs : « le positionnement confessant de l'union », « la volonté des Églises locales d'être responsables de leur vocation missionnaire », mais aussi « l'Union et ses ressources ». Et de souligner : « Conscients que nous ne pouvons être « partout » et portés par le désir d'un engagement vrai et assumé, nous devons humblement reconnaître nos limites ». Concrètement, cette décision se traduit, non par une sortie immédiate du Défap, mais par le début d'un processus de retrait progressif, comme l'a indiqué Clémence Bury dans sa lettre : « nous attendons vos recommandations en ce qui concerne les étapes de notre désengagement. En attendant, les engagements pris et en cours seront maintenus jusqu'à leur terme ». Par ailleurs, si l'Unepref veut se désengager en tant qu'union d'Églises, un certain nombre de ses Églises membres continueront à apporter leur contribution financière et à participer au Défap.



Vue du synode 2024 de l'Unepref © Unepref

Cette situation nouvelle a été évoquée lors du dernier Conseil du Défap, le 7 juin, qui a fait un retour sur les récents synodes de l'EPUDF et de l'Unepref. Avec bien sûr un questionnement sur les suites de cette décision de l'Unepref, en particulier dans l'optique du processus de Refondation dans lequel est engagé le Service protestant de mission. Le Défap avait déjà pris acte des difficultés de ses trois Églises membres, l'EPUDF (Église protestante unie de France), l'UEPAL (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine) et l'Unepref à produire ensemble un document sur leurs attentes communes. Au cours de la séance du 7 juin, le Conseil a donc décidé d'élargir son équipe chargée de faire avancer les réflexions sur la Refondation, en y intégrant les représentants de l'EPUDF et de l'UEPAL siégeant au Bureau, à savoir : Ulrich Rösen-Weinhold pour l'EPUDF, et Enno Strobel pour l'UEPAL, qui étaient déjà au cœur des travaux engagés sur le Défap au sein de leurs Églises respectives.

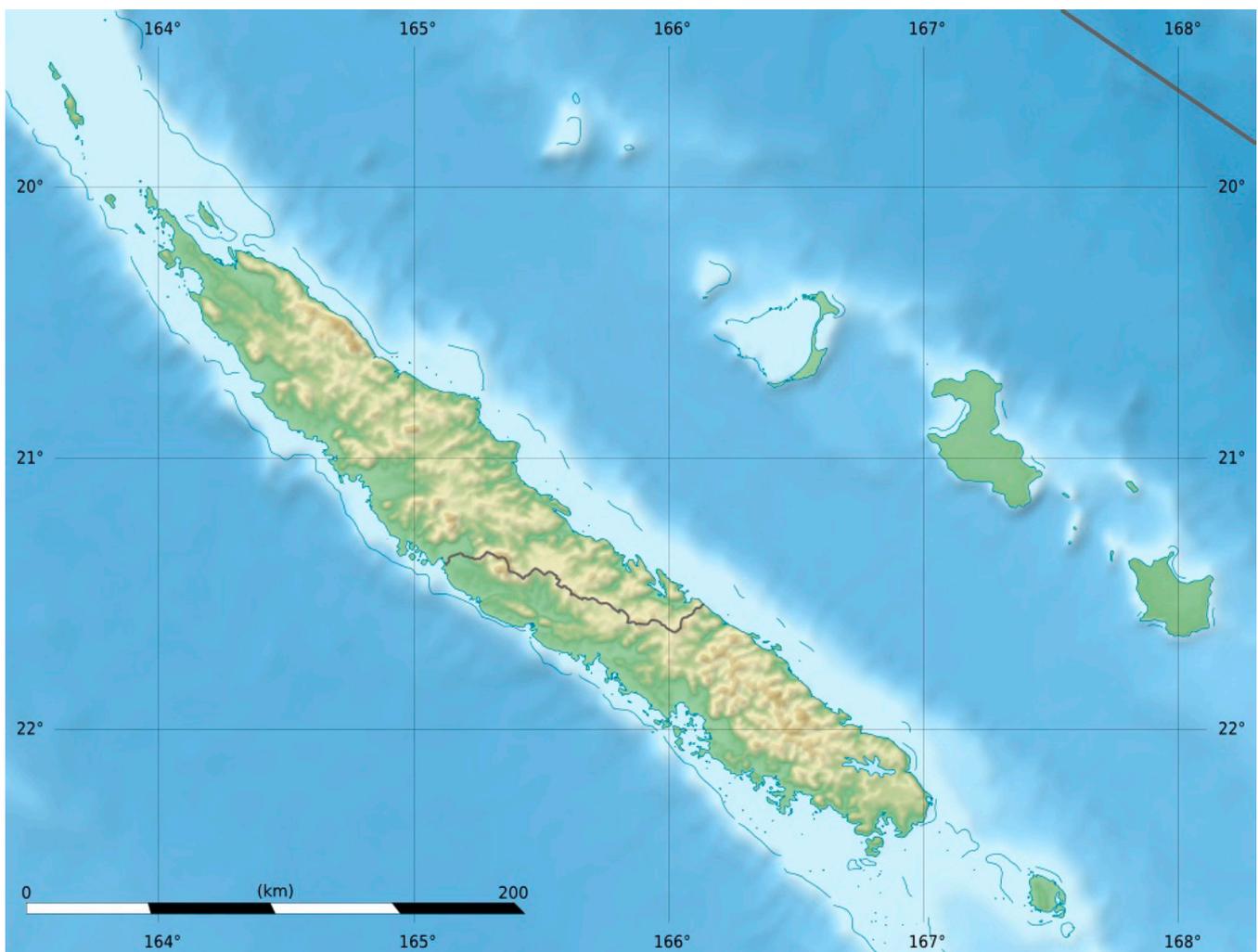
Ce Conseil des 7 et 8 juin s'est également penché sur ses actions avec ses Églises partenaires, sous l'angle de la place

des femmes. Comme le souligne son programme de travail « Convictions et actions », le Défap entend travailler à une égale dignité des hommes et des femmes dans l'Église et la société. Il soutient la formation théologique des femmes, encourage des projets d'éducation à l'égalité femme-homme dans l'Église, et travaille avec ses partenaires pour favoriser les candidatures féminines et encourager leur leadership dans l'Église. Cette égale dignité est un objectif plus ou moins éloigné selon les partenaires. En France même, c'est toujours un chantier en cours. Si 40% des pasteurs y sont aujourd'hui des femmes, pendant longtemps, elles ont été tenues éloignées du ministère pastoral : ce n'est qu'au tout début des années 30 qu'une femme y a été reconnue pasteur de plein droit. Hors de France, certaines Églises partenaires du Défap reconnaissent le ministère pastoral féminin, d'autres doivent être accompagnées sur ce chemin, en soutenant les voix qui plaident de l'intérieur pour une égale prise en compte des hommes et des femmes.

Cette réunion du Conseil a enfin permis d'évoquer les récentes visites aux Églises et institutions partenaires au Cameroun, l'accompagnement de l'Église de Guadeloupe, ou encore la prochaine session de formation des envoyés du Défap, qui aura lieu sur les dix premiers jours de juillet. De telles sessions sont, à chaque fois, l'aboutissement de toute une année : à la fois pour les futurs envoyés, dont la procédure de recrutement s'étale sur plusieurs mois, et pour le personnel du Défap, largement mobilisé en amont et pendant cette période de préparation au départ.

Nouvelle-Calédonie : lettre ouverte de l'EPKNC à Emmanuel Macron

Dans un message adressé à Emmanuel Macron, l'Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie appelle le Président de la République à ne pas poursuivre la procédure qui doit se traduire par le dégel du corps électoral en Nouvelle-Calédonie. « N'ayez pas peur », souligne cette lettre signée du pasteur Var Kaemo, président de l'EPKNC, « de revenir sur ce processus législatif que vous avez engagé et qui place les enfants de Dieu de la Kanaky Nouvelle-Calédonie dans la peur, la résistance et le désespoir ».



Monsieur le Président,

Le président et le bureau de l'Église Protestante de Kanaky-Nouvelle-Calédonie décide, ce mercredi 05/06/2024, de vous transmettre la Déclaration suivante :

Dieu accueille chaque être humain tel qu'il est, sans aucun mérite de sa part. Son Esprit se manifestant en nous, nous apprenant à s'écouter mutuellement. L'Église doit respect aux autorités politiques et coutumières et réciproquement.

Dans le contexte actuel particulièrement explosif pour notre pays, l'expression de foi d'une Église et sa fidélité à l'Évangile, lui défient de témoigner et de proclamer l'espérance chrétienne.

Dieu nous a créés en êtres humains libres, nous invitant à vivre en confiance avec lui. Nous trahissons souvent cette confiance car souvent confrontés à un monde marqué par le mal et le malheur.

Mais une brèche s'est ouverte avec Jésus, reconnu comme le Christ annoncé par les prophètes

: le règne de Dieu est déjà à l'œuvre parmi nous. Nous croyons qu'en Jésus, le Christ crucifié et ressuscité, Dieu a pris sur lui le mal, notre péché. Libéré grâce à sa bonté et sa compassion, Dieu habite notre fragilité et brise ainsi la puissance de la mort. Il fait toutes choses nouvelles !

D'une simple parole de votre part...

Par son Fils Jésus, nous devenons, nous tous, ses enfants. Il nous relève sans cesse : de la peur à la confiance, de la résignation à la résistance, du désespoir à l'espérance.

L'Esprit de Pentecôte nous encourage à témoigner de l'amour de Dieu, en paroles et en actes. Il nous appelle, avec d'autres artisans de justice et de paix, politiques ou coutumiers, à

entendre les détresses et à combattre les fléaux de toutes sortes : inquiétudes existentielles, ruptures sociales, haine de l'autre, discriminations, persécutions, violences, refus de toute limite... Dieu étant lui-même la source des inédits et des dons possibles.

Nous attestons que la vérité dont l'Eglise vit la dépasse toujours.

C'est donc avec respect et humilité , Monsieur Le Président, que nous vous demandons :

- d'une part, d'acter officiellement la fin de la procédure constitutionnelle sur le dégel du corps électoral et de ne plus le présenter au Congrès de Versailles ;
- et d'autre part, de poursuivre le projet de décolonisation initié par les « Accords de Nouméa », qui allait déboucher sur une citoyenneté calédonienne.

Si quelqu'un doit nous aider à rouler la pierre tombale, qui empêche actuellement toutes résurrections possibles, c'est bien vous Monsieur Le Président de la République.

N'ayez pas peur de revenir sur ce processus législatif que vous avez engagé et qui place les enfants de Dieu de la Kanaky Nouvelle-Calédonie dans la peur, la résistance et le désespoir.

D'une simple parole de votre part, ces enfants de Dieu de la Kanaky Nouvelle-Calédonie peuvent retrouver confiance et espérance.

À celui qui est amour au-delà de tout ce que nous pouvons exprimer et imaginer, disons notre respect et reconnaissance. Merci d'avance.

Votre serviteur inutile le pasteur, Var Kaemo, l'indigène du pays Dehu,

Le Président de l'EPKNC, pasteur Hőcë Kaemo

Nouvelle Calédonie : l'appel de la FPF

La Fédération protestante de France « appelle l'État français à renouer avec un esprit d'écoute » sur la Nouvelle Calédonie. Elle rappelle le « rôle déterminant des Églises, et notamment de la Fédération protestante de France, dans la mission de dialogue et de réconciliation qui a permis de mettre un terme à la violence des années 80 ».



L'un des barrages mis en place lors des émeutes en Nouvelle-Calédonie © DR

Le processus des Accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) qui devait aboutir à trois référendums d'autodétermination est aujourd'hui en panne. Les dévastatrices émeutes que connaît la Nouvelle Calédonie atteste que la jeunesse kanake n'a pas trouvé la promesse

sociale de la République, ni celles des autorités locales.

Le protestantisme français se souvient du rôle déterminant des Églises, et notamment de la Fédération protestante de France, dans la mission de dialogue et de réconciliation qui a permis de mettre un terme à la violence des années 80. Conscient des liens de communion qui unissent les protestants français à la nouvelle Calédonie, le président de la Fédération protestante de France a adressé un message de fraternité et de solidarité au Président de l'Église protestante Kanaky Nouvelle Calédonie.

Par ailleurs, le pasteur Christian Krieger, a proposé aux autorités françaises les services de la Fédération protestante de France pour participer à toute opération visant à apaiser les tensions, à renouer avec le dialogue entre indépendantistes et loyalistes, et œuvrer de concert avec les Églises locales à la guérison des mémoires blessées.

À l'occasion de la fête de Pentecôte, les Églises historiques catholique et protestante de Nouvelle Calédonie ont adressé un message commun à tous les chrétiens du « caillou », les appelant à mettre un terme à la violence, et exhortant les élus à mobiliser tous les moyens à leur disposition pour renouer avec le dialogue et œuvrer à une solution politique en vue d'un « avenir partagé de paix et de concorde, de fraternité perdue et retrouvée ».

Au moment où le Président de la République se rend en Nouvelle Calédonie pour renouer avec le dialogue, et au regard des postures ravivées, la Fédération protestante de France appelle l'État français à renouer avec un esprit d'écoute et un positionnement plus neutre afin de favoriser la reprise d'un dialogue respectueux et le dépassement des blessures des uns et des autres.

Les protestants de toute la France s'associent à la douleur des habitants de Nouvelle-Calédonie durant ces temps troublés

et se joignent à leurs prières pour un retour de la paix.

*Pasteur Christian Krieger, Président de la Fédération
protestante de France*